

Finances Publiques 2023

450 - 250 = 200 emplois supprimés et pas 250 emplois créés.

Toulouse, le 24 juillet 2023

Le ministre, chargé des comptes de l'État, Gabriel Attal, (remplacé depuis le 20 juillet par Thomas CAZENAVE) est persuadé qu'il est capable de nous faire « prendre des vessies pour des lanternes », expression désuète d'inspiration macroniste que l'on peut traduire plus simplement par : le chef aime à nous prendre pour des cons !!!

Nous, agents des Finances publiques, professionnels des chiffres-proposons à ce ministre de corriger **son problème de mathématiques de niveau CE1** :

450 - 250 = 200 emplois supprimés et pas 250 emplois créés.

En effet, le triste sire clame en Une d'Ulysse national que « la DGFIP verra la création de 250 emplois en 2024 » dans le but de combattre la fraude fiscale ! Alors que, lors du Comité social d'administration de réseau portant sur l'emploi et traduisant le projet de loi budgétaire, ce sont bien 450 emplois dont la suppression a été actée !!!

Ce n'est pas possible qu'un ministre, entouré d'énarques payés 200 000 € (voir tract de la section CGT Finances Publiques Haute-Garonne sur l'augmentation de 25 % de nos directeurs) et plus par an, soit aussi mauvais en calcul !?

Doit y avoir un message là-dessous... Peut-être que notre ministre veut tout simplement faire croire à ses agents que le gouvernement, dont il est un serviteur zélé, prend à bras le corps le problème des effectifs dans notre administration et en particulier les moyens donnés au contrôle fiscal.



Comment tordre la réalité des suppressions d'emplois depuis plus de 20 ans et particulièrement depuis la création de la DGFIP en 2008 qui a vu l'évaporation de près de 2 000 postes par an ces dernières années ?

Pour preuve des difficultés, les résultats du contrôle fiscal donnés par les députés lors du projet de loi de Finance (PLF) 2023 où la commission des Finances, dans son chapitre sur la lutte contre l'évasion fiscale, le 26 octobre 2022, donne les chiffres du contrôle fiscal en 2021 : 15,66 milliards d'euros de résultat, contre de 16 à 21 milliards par an pendant la période 2010-2018. Il y a eu 27 550 vérifications en 2021 contre 48 218 en 2013. Pour rappel, 7,55 millions d'entreprises sont assujetties à la TVA (sur cet impôt primordial pour le

budget de l'État) et il y a une chance sur 270 pour ces entreprises de subir un contrôle ! Où sont les paradis fiscaux ? Dans les îles Caïmans ? À Monaco ? Au Luxembourg ? Certainement ! Mais pas que. Les moyens insuffisants donnés par les parlementaires à la mission contrôle fiscal, entraîne la France vers ce monde de la moindre taxation. Mais c'est vrai qu'il faut donner des gages à nos 42 milliardaires (record d'Europe) et à l'homme le plus riche du monde...

Bon, revenons à nos moutons, comme dirait Macron. M. Attal estime que seulement 200 suppressions d'emplois après des années à 2 000 suppressions annuelles, c'est un progrès et une réussite...

Que dire ? Que les agents n'en peuvent plus de cette charge mentale qu'est devenue leur travail ? Lorsqu'on constate que cette catastrophe industrielle nommée GMBI occupe les accueils de la DGFIP au point que notre directeur, M. Perrin lui-même, est obligé de venir suppléer le manque d'effectifs ! Que le manque d'emplois entraîne Bercy à proposer des plates-formes à tout va pour les SIP, les SPF, les SIE, plate-formes d'ailleurs saturées dès qu'elles sont créées ! Que dire des SGC et des CDIF ? Le réseau est en telle souffrance d'emplois que les missions se dégradent à grand pas ! Même les services de direction battent de l'aile. Il suffit de constater à quel point les services de ressources humaines, les divisions recouvrements ou encore professionnelles et particuliers mettent un temps infini à répondre (quand elles répondent), pour constater que la pénurie de personnel est partout !



Nous n'en pouvons plus de vos effets de manche en communication. Arrêter de prendre les enfants du bon dieu pour des canards sauvages. Pardon, ça nous reprend : arrêter de nous prendre pour des cons !

Nous voulons des collègues, formés, des emplois statutaires qui exercent une mission de service public afin de garantir le budget de l'État, afin d'aller chercher l'argent là où il est, afin de profiter au collectif, à la nation, au peuple, aux Français, vous les nommez comme vous voulez.

Ainsi nous aurons des hôpitaux, avec des aides soignants, des infirmières, des médecins, des pompiers équipés, des transports en commun performants, la sauvegarde de nos sols et nos forêts, la construction de logements peu émetteurs de gaz à effet de serre, une éducation nationale qui éduque nos enfants etc.

Nous, agents des Finances publiques, sommes le service public !

Aucun directeur, perdu à l'accueil, ne saurait nous remplacer !

Il faut recruter des fonctionnaires aux Finances publiques, IMMÉDIATEMENT !

Syndicat CGT Finances publiques – Section de Haute-Garonne

Centre des Finances publiques, 17 ter Bld Lascrosses 31000 Toulouse

<https://31.cgtfinancespubliques.fr/>

cgt_drifip31@dgifip.finances.gouv.fr

Suivez-nous sur Facebook et Instagram : [@cgtfinancespubliques31](#), Twitter [@CGTfip31](#)